

Les tâches de l'école sont multiples : permettre à chaque élève d'acquérir les connaissances et de construire les capacités qui lui permettront de s'inscrire pleinement dans la vie démocratique et citoyenne de demain. Pour cela, **l'école a besoin de personnels**. Dans notre académie, le taux de chômage reste élevé, les espaces fortement marqués par les difficultés économiques et sociales sont nombreux et le besoin d'école et de services publics est donc important.

Il faut rappeler que, sur la période 2013-2017, notre académie est la seule académie métropolitaine à avoir perdu des postes dans le second degré, et la plus mal dotée dans le 1^{er} degré. Ceci a conduit à dégrader les conditions d'enseignement et de remplacement dans nos établissements lorrains.

Alors que la page d'accueil du site du rectorat annonce que l'académie recrute des enseignants en CDD, une fois encore, l'académie de Nancy-Metz perd de nombreux postes à la rentrée prochaine !

Il est prévu la suppression de 100 postes dans les lycées dont une majorité dans les lycées professionnels. Dans les collèges, alors que le nombre de collégiens augmente, aucune création n'est prévue au global, et un fort redéploiement entre les départements, difficilement compréhensible au vu des variations d'effectifs, est prévu. Rappelons que la réforme des collèges était censée apporter des moyens supplémentaires.

Dans le 1^{er} degré, si des 36 emplois sont créés, ils sont largement en deçà des besoins en postes pour assurer dédoublement des classes de CP en Rep et de CE1 en Rep+ qui sont au nombre de 142 dans l'académie. Les départements vont devoir assumer cette nouvelle lubie gouvernementale sur leurs fonds propres.

Dans les écoles comme dans les collèges et les lycées, alors que le remplacement des personnels absents n'est pas toujours assuré dans de bonnes conditions, il est inévitable que la situation se dégrade encore. Comment améliorer la prise en charge des élèves les plus en difficulté sans diminuer la taille des classes, sans accorder des moyens supplémentaires aux RASED, comment améliorer l'inclusion des élèves dans ces conditions... ?

De plus, 19 emplois administratifs seront encore supprimés. Ils fragiliseront durablement le fonctionnement du service public d'éducation dans les circonscriptions, directions des services départementaux, établissements scolaires et rectorat.

De la même façon, la fermeture de plusieurs agences comptables, programmées sans concertation, va alourdir le circuit décisionnel et impacter le fonctionnement des établissements.

Concernant l'EREA de Verny, l'annonce précipitée de sa fermeture est incompréhensible. Le rapport Jouault précise que « le réseau actuel des EREA doit être préservé ». « Ces établissements assurent une fonction indispensable. »

Dans ce contexte, la FSU dénonce cette fermeture dès la rentrée prochaine. Comment la scolarisation de ces élèves fragiles va-t-elle pouvoir être effectuée dignement, sachant que les autres EREA ne sont pas en capacité d'absorber les 65 élèves ? En proposant une poursuite de scolarité via l'internat, on lutte efficacement contre le décrochage et l'échec scolaire. « La prévention du décrochage y est une préoccupation structurelle. »

Le projet de loi sur l'**orientation et la réussite des étudiants** instaure, de fait, une sélection à l'entrée de l'ensemble des filières universitaires : avec ce projet, ça ne serait plus le bachelier qui choisirait son affectation mais c'est l'université qui choisirait ses étudiants.

Pour réussir la nécessaire démocratisation de l'enseignement supérieur, il n'est pas nécessaire de changer la Loi et inadmissible d'évincer les plus fragiles. Il faut revoir les capacités d'accueil pour faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants et, dans le même temps, améliorer de manière significative les conditions de l'encadrement des étudiants.

Le gouvernement veut **réformer le baccalauréat et l'organisation du lycée** dans l'urgence, sans prendre le temps d'un bilan sérieux ni de discussions approfondies. Le projet est verrouillé par son objectif : 4 épreuves et du contrôle continu.

Il est sans aucun doute utile de réfléchir à l'organisation du baccalauréat et d'améliorer l'organisation du lycée de façon à mieux former les lycéens. Mais nous refusons fermement un diplôme maison qui renforce les inégalités entre les lycées et les élèves. Le bac doit rester le 1^{er} grade universitaire, fondé d'abord sur des épreuves finales, terminales, nationales et anonymes.

Le gouvernement a lancé une **concertation sur l'apprentissage** qu'il affirme, comme d'autres avant lui, vouloir développer. De la même façon, la région Grand-Est semble considérer l'apprentissage comme le moyen privilégié de l'insertion professionnelle des jeunes. Si l'apprentissage est UNE voie de la formation professionnelle, il ne peut pas être LA seule, ni d'ailleurs la principale. Dans ce sens, la suppression de 60 postes dans les lycées professionnels est un signe négatif. Pour la FSU, le développement de l'apprentissage ne doit, en aucun cas, s'opérer contre la voie professionnelle scolaire.

Tous les acteurs de la formation des jeunes insistent sur l'importance de l'**orientation**. Si les Psychologues de l'Éducation Nationale peuvent contribuer aux actions du SPRO (Service Public Régional d'Orientation) notamment en direction des décrocheurs, ils conservent leur rôle spécifique qui est, au sein de l'Éducation nationale, de travailler avec les élèves pour qu'ils trouvent du sens à leurs études et puissent construire des parcours de formation et d'accès à la qualification qui leur conviennent.

Pour réussir l'orientation il faut aussi conforter le réseau des CIO. La FSU condamne la méthode utilisée pour tenter de rayer de la carte le CIO de Remiremont, elle exprime ses plus vives inquiétudes quant à l'avenir des CIO de Commercy et de Rombas. Pour la FSU, le maintien de tous les CIO est nécessaire. Des solutions existent, nous souhaitons vivement qu'elles soient recherchées et mises en œuvre.

Dans les lycées choisis par la région Grand Est pour expérimenter la **généralisation du manuel numérique**, la rentrée 2017 s'est faite de manière chaotique avec des réalités très différentes d'un établissement à l'autre. Alors que la généralisation du tout numérique à l'ensemble des lycées est d'ores et déjà annoncée par la Région, nous rappelons notre demande de voir une véritable évaluation de l'expérimentation être menée en associant tous

les personnels. Cette évaluation doit précéder toute décision de généralisation. Il n'y aurait pas de honte à reconnaître que l'on peut s'y prendre autrement. La FSU est attachée à ce que les prérogatives pédagogiques restent de la compétence exclusive de l'éducation nationale.

L'École en Lorraine mérite mieux. Pour faire réussir les élèves, tous les élèves, il faut créer des postes à la hauteur des besoins, recruter et former des personnels titulaires, maintenir sur tous les territoires un service public d'éducation de qualité et de proximité.